



# ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

protection

Question au Gouvernement n° 1133

Texte de la question

## RAPPORT DU GIEC

M. le président. La parole est à M. François-Michel Lambert, pour le groupe écologiste.

M. François-Michel Lambert. Monsieur le ministre des affaires étrangères, le groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, le GIEC, a présenté vendredi dernier le premier volet de son nouvel état des lieux sur le réchauffement climatique.

Le verdict des scientifiques est sans appel et tient en une phrase prononcée par la responsable climat de l'ONU : le défi auquel nous faisons face est plus important et plus urgent encore que ce que nous pensions. Ainsi, il ressort des études scientifiques que les engagements pris à ce jour sont insuffisants pour atteindre l'objectif d'une limitation du réchauffement de la planète à deux degrés.

Il s'agit là d'un enjeu considérable. Au-delà de ce seuil, les scientifiques considèrent que l'emballement du système climatique entraînerait un cortège d'événements extrêmes. Lutter contre le réchauffement climatique suppose des décisions à tous les échelons.

Au plan national, ce fut l'objet de la Conférence environnementale dont la feuille de route doit être encore précisée dans ses objectifs et ses moyens, comme le demandent d'ailleurs les organisations environnementales.

De même, l'Union européenne doit proposer un nouveau dispositif pour 2030 comportant des objectifs contraignants, non seulement sur les gaz à effet de serre, mais aussi sur l'efficacité énergétique et les renouvelables.

Pour ce qui est de la gouvernance mondiale, le rendez-vous de la Conférence de Paris en 2015 est incontournable. Lundi, vous déclariez, monsieur le ministre, qu'il est essentiel qu'un accord universel ambitieux et comportant des engagements de réduction d'émission de gaz à effet de serre soit bien conclu en 2015.

Alors que le doute domine et que la situation empire, comment, monsieur le ministre, dans la préparation de cette conférence et dans ses conclusions, la France réussira-t-elle là où tant d'autres ont échoué ? Quels sont nos atouts, notre stratégie pour faire de 2015 l'année de l'accord mondial jugé indispensable par tous les scientifiques ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe écologiste et sur quelques bancs du groupe SRC.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre des affaires étrangères.

M. Laurent Fabius, *ministre des affaires étrangères*. Monsieur le député, vous avez tout à fait raison de souligner l'aspect fondamental de ce rapport du GIEC. Comme vous l'avez dit, il apporte des informations extrêmement

inquiétantes, plus inquiétantes que ce que nous savions par le passé, et résumées par ce chiffre : si l'on ne fait rien, il n'y aura pas deux degrés de plus à l'horizon 2100, mais probablement cinq, ce qui signifie un bouleversement total. Il faut donc agir, et une série d'étapes est prévue.

Dans quelques jours, il y aura une conférence à Varsovie au niveau international et l'an prochain à Lima, ainsi qu'une réunion générale des Nations-unies sous la présidence de Ban Ki-moon ; enfin, en 2015, une réunion internationale aura lieu sous présidence française.

Nous commençons à nous préparer. Je préside chaque mois avec mes collègues Pascal Canfin et Philippe Martin une réunion interministérielle. Il faudra agir au plan international, européen et français – et la France se doit d'être absolument exemplaire.

Ce dont il s'agit, mesdames et messieurs les députés, c'est de faire en sorte, puisque le dérèglement climatique a été causé par l'homme – c'est maintenant incontestable – qu'il puisse être aussi réparé par l'homme.

Je pense que, sur aucun banc, les députés conscients de ce qui peut se passer dans l'avenir ne refuseront leur concours. La France veut être à l'avant-garde de ce qui sera la grande cause des années qui viennent : la lutte contre le dérèglement climatique. Et la France sera exemplaire. (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC et écologiste.*)

## Données clés

**Auteur** : [M. François-Michel Lambert](#)

**Circonscription** : Bouches-du-Rhône (10<sup>e</sup> circonscription) - Socialiste, écologiste et républicain

**Type de question** : Question au Gouvernement

**Numéro de la question** : 1133

**Rubrique** : Environnement

**Ministère interrogé** : Affaires étrangères

**Ministère attributaire** : Affaires étrangères

## Date(s) clé(s)

**Question publiée au JO le** : [2 octobre 2013](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [2 octobre 2013](#)